

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 04/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REMEX**

3 rue Bellevue  
67870 GRIESHEIM-PRES-MOLSHEIM

Références : 0006700056/JB/CE  
Code AIOT : 0006700056

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement REMEX implanté KIESGRUBE Rosheim et Griesheim près Molsheim - 67560 ROSHEIM. L'inspection a été annoncée le 22/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée en commun avec le service SEBP de la DREAL qui a effectué un point sur les actions entreprises pour le maintien de la biodiversité locale et la prise en compte des espèces protégées. Les éléments contrôlés dans ce cadre ont fait l'objet d'un rapport distinct établi par le service SEBP et daté du 28/06/2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REMEX
- KIESGRUBE Rosheim et Griesheim près Molsheim - 67560 ROSHEIM
- Code AIOT : 0006700056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REMEX exploite un gisement de sable dans la partie sud de l'installation. La partie nord de l'installation n'est plus exploitée pour des raisons d'accessibilité du gisement et fait l'objet d'un remblaiement jusqu'au niveau des terrains naturels.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Cessation d'activité partielle	Code de l'environnement du 28/06/2023, article R.512-39-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 29	/	Sans objet
2	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 27	/	Sans objet
3	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 18.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La notification de la cessation partielle d'activité du 08/08/2023 ne comporte pas les éléments prescrits à l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/08/2009 et les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité de la zone concernée (article R. 512-39-1-II du Code de l'environnement). La situation est non-conforme. En application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, il est proposé de mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité dans un délai de 3 mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/08/2009, article 29
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Montant et justification des garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>29.1. La poursuite de l'activité de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation.</p> <p>29.3. La durée de l'autorisation est divisée en quatre périodes quinquennales et une période de 1 an. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.</p> <p>Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes, est fixé comme suit :</p> <p>Période 2020 - 2025, montant des garanties (TTC) : 108 973 euros</p> <p>29.5. Justification des garanties financières</p> <p>Les garanties financières seront constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. [...]</p> <p>Préalablement à toute exploitation dans la période quinquennale concerné, l'exploitant adresse au préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période.</p> <p><b>Constats :</b> Les garanties financières d'un montant actualisé de 141 934 € sont constituées jusqu'au 11/08/2025 (acte de cautionnement du 20/06/2022).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/08/2009, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b>  Article 27.3 - Programme de surveillance  L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :  [...]</p> <p>Article 27.4 - Suivi piézométrique  Le niveau piézométrique des ouvrages de surveillance est relevé à chaque prélèvement d'échantillon pour analyse.</p>
<p><b>Constats :</b> La dernière campagne d'analyses annuelle a été réalisée le 30/08/2022 (rapport daté du 09/09/2022).  Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres prescrits.</p> <p>Le rapport susmentionné met en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que des prélèvements ont été réalisés au droit des ouvrages Pz125 (amont), Pz124 et Pz231 (aval). Aucun prélèvement n'a pu être réalisé dans le piézomètre intermédiaire Pz233 (le rapport ne précise rien sur cet ouvrage, qui aurait été détruit en 2017).  L'Inspection rappelle que de manière générale, le respect du réseau de surveillance prescrit est primordial et que toute absence de contrôle sur un des ouvrages peut être préjudiciable à l'interprétation des données et à la mise en place d'éventuelles mesures correctives en cas d'anomalie. L'absence ponctuelle de données relatives à la qualité des eaux souterraines au droit de cet ouvrage intermédiaire entre l'amont et l'aval hydraulique ne remet pas en cause l'interprétation des résultats de la surveillance effectuée à l'aval.</li> <li>• un écoulement de la nappe en direction est (d'après les niveaux piézométriques statiques relevés au droit des ouvrages lors de cette campagne) ;</li> <li>• le Pz124 présente une conductivité ainsi qu'une teneur en sulfates supérieures aux limites de qualités des eaux brutes destinées à la consommation ;</li> <li>• aucune anomalie n'est observée sur les Pz125 et Pz231 (analyses qui ne portent que sur l'arsenic conformément à la prescription).</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> Concernant la surveillance des eaux souterraines et son adaptation, l'ensemble des éléments ont été transmis avec le dossier de porter à connaissance de modification des conditions de remise en état du site transmis par l'exploitant le 21/03/2023.</p> <p>Au regard du rapport d'analyses du 09/09/2022, l'Inspection réitère ses observations émises dans le rapport d'inspection du 16/08/2022, notamment sur la liste des paramètres analysés au droit du piézomètre amont Pz125, différente de celle analysée au droit de Pz124 à l'aval.</p> <p>Le niveau piézométrique de chaque ouvrage étant relevé, il peut être utile d'établir une esquisse piézométrique pour confirmer le sens d'écoulement au droit du site.</p> <p>Si l'ouvrage Pz233 est inutilisable ou détruit, il convient que l'exploitant transmette à l'Inspection, dans un délai de deux mois, les éléments justifiant de son comblement conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 11/09/2003 (fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L214-1 à L214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29/03/1993 modifié) et le rapport associé.</p> <p>La teneur en sulfates (690 mg/l pour une valeur de référence fixée à 250 mg/l - limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique) au droit de l'ouvrage Pz124 (piézomètre situé en aval) est significative et nécessite que l'exploitant se prononce sur l'origine de ce dépassement.</p>



Les anomalies relevées dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines doivent faire l'objet d'une analyse, d'une recherche des causes et d'une information de l'Inspection. Des investigations sont à mener en ce sens et les conclusions sont à présenter à l'Inspection dans un délai de trois mois.
Le cadre de surveillance sur GIDAF est existant et en permet la saisie pour la télédéclaration des résultats. Il conviendra de déclarer les résultats des prochaines campagnes de surveillance sur GIDAF (connexion par MonAIOT).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/08/2009, article 18.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire de ravitaillement des engins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b> Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cette aire est reliée à un séparateur d'hydrocarbures régulièrement entretenu et vidangé.</p> <p><b>Constats :</b> L'installation est équipée d'une aire extérieure dans la partie nord du site, située à proximité de l'atelier dans lequel se trouve la cuve de carburant (non observée le jour de l'inspection considérant que le local était fermé) destinée au ravitaillement des engins.</p> <p>L'aire est bétonnée et équipée d'un avaloir central permettant la récupération des eaux. Les eaux sont ensuite dirigées vers un dispositif de traitement (séparateur d'hydrocarbures) puis rejetées dans une mare par une canalisation difficilement visible et peu accessible le jour de l'inspection.</p> <p>L'aire est conçue pour ne pas recueillir les eaux de ruissellement extérieures. Le muret situé au fond de l'aire de ravitaillement est localement endommagé. Sinon, la surface de l'aire est en bon état et son examen visuel n'appelle pas d'observations.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures fait l'objet d'un entretien régulier par une société extérieure. Le dernier date de février 2022. Les documents présentés par l'exploitant n'appellent pas d'observation (BSD dûment complété notamment). Une analyse des rejets du séparateur a été effectuée du 29 au 30 août 2022 par une société extérieure. Le rapport correspondant du 08/09/2022 stipule qu'aucune anomalie n'est observée lors de cette campagne de prélèvements.</p> <p><b>Observations :</b> Il devra être remédié à la dégradation observée du muret situé au fond de l'aire de ravitaillement.</p> <p>Il convient de procéder à un entretien du séparateur en 2023 (le décanteur séparateur d'hydrocarbures est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Cessation d'activité partielle

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/06/2023, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet

**Prescription contrôlée:**

Article R. 512-39-1 du Code de l'environnement

I. « Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. » Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

« II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

« III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

« L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

« Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/08/2009

Il est joint à la notification au préfet, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site, conformément aux dispositions des articles R. 512-74 à R. 512-80 du code de l'environnement.

Ce mémoire précise les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés précédemment et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- les mesures prises pour les matériaux, matériels et installations fixes pouvant subsister sur le site ;
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- le respect des dispositions applicables à la remise en état du site ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

**Constats :** Par courrier du 19/12/2022, l'exploitant a transmis un dossier de déclaration pour l'installation d'une cuve de carburant et de 2 volucompteurs, à usage interne, dans le cadre de la création d'une nouvelle agence sur le périmètre autorisé de la carrière (commune de Rosheim, section 22, parcelle 109 - article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08/03/2001). La superficie du projet n'est pas précisée.

Il a été vu le jour de l'inspection que le projet est déjà finalisé.

Ce projet nécessite une notification de cessation partielle d'activité au titre des installations classées considérant l'abandon partiel d'une zone de carrière (article R.512-39-1 à R.512-39-6 du code de l'environnement).

L'exploitant l'a notifié par courrier du 08/08/2023 et indique qu'un dossier de cessation partielle d'activité est en cours d'élaboration.

Il est joint à la notification au préfet, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site, conformément aux dispositions des articles R. 512-74 à R. 512-80 du code de l'environnement.

Il apparaît que la notification ne comporte pas les éléments prévus à l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/08/2009 et les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité de la zone concernée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois